

RESEAU ACCES AUX MEDICAMENTS ESSENTIELS (RAME)

RAPPORT DES AUDITEURS INDEPENDANTS SUR LES ETATS FINANCIERS

Exercice clos au 31 décembre 2016

**VERSION
DEFINITIVE**

Décembre 2021

A

Monsieur le Président de l'Association
Réseau Accès aux Médicaments Essentiels (RAME)
04 BP 8038 Ouagadougou 04
Téléphone : 25-37-70-16
E-mail: secretariat@rame-int.org-
-OUAGADOUGOU-
BURKINA FASO

**RAPPORT DES AUDITEURS INDEPENDANTS
SUR LA SITUATION FINANCIERE AU 31/12/2016**

Monsieur le Président de l'Association,

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le **31 Décembre 2016** sur le contrôle des comptes annuels de l'**Association Réseau Accès aux Médicaments Essentiels (RAME)** tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les états financiers de synthèse de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et soumis à notre appréciation font ressortir les principaux indicateurs ci-dessous :

- Dépenses de : **FCFA 450 275 520,**
- Ressources de : **FCFA 461 752 571,** incluant des
- Subventions de : **FCFA 456 166 304** et une
- Trésorerie nette de : **FCFA 78 156 011.**

Ces états financiers ont été établis en application des règles et méthodes édictées par l'Acte Uniforme sur le Droit Comptable et l'Information Financière en matière de tenue comptable.

Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de synthèse de l'Association RAME, qui comprennent le Tableau Emplois Ressources au 31/12/2016.

A notre avis, sous réserve de l'incidence des anomalies relevées dans la section « Fondement de l'opinion avec réserves », les états financiers de l'Association Réseau Accès aux Médicaments Essentiels (RAME) pour la période allant du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016, donnent une image fidèle de la situation des fonds reçus et de l'utilisation qui en a été faite conformément aux dispositions des différents accords de subvention et d'exécution entre le RAME et les différents bailleurs.

2. Fondement de l'opinion avec réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport.

Nous sommes indépendants de l'Association conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Burkina Faso et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserves.

Les anomalies sur lesquels se fondent notre option sont les suivantes :

- 2.1. Le compte 458. « Fonds de dotation et subvention à recevoir » présente un solde anormalement débiteur de FCFA 2 637 944 représentant des promesses de subventions à recevoir. Du fait de l'antériorité des promesses, les comptes concernés doivent être analysés et apurés. Le détail se présente comme suit :

Comptes	Libelles	SOLDE
45840000	Subventions à recevoir SP/CNLS	2 637 944
TOTAL		2 637 944

- 2.2. Le compte 4711. « Débiteurs divers » d'un solde total de FCFA 6 121 993 n'est pas justifié et présente des soldes en suspens depuis plusieurs années. En effet, dans le fonctionnement du RAME, les comptes 4711 « débiteurs divers » enregistrent les avances de fonds mis à la disposition des différents partenaires pour l'exécution des missions. Les activités y relatives ont été réalisées et aucun suivi extra comptable n'a été fait. Il conviendrait de les apurer. Le détail se présente comme suit :

Comptes	Libellés	Débiteur
47110000	Débiteurs divers	2 806 786
47110200	Débiteurs personnels	36 225
47110300	Débiteurs Partenaires	2 124 754
47111000	Débiteurs divers projets	1 154 228
TOTAUX		6 121 993

3. Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions. Nous avons déterminé qu'il n'y avait aucune autre question clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

4. Responsabilités du RAME dans l'établissement des états financiers

Les responsables des organes de la gouvernance (la cellule d'exécution) du RAME sont responsables de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux dispositions comptables de l'Acte Uniforme sur le Droit Comptable et l'Information Financière (AU-DCIF), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la cellule d'exécution qu'il incombe d'évaluer la capacité du projet à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de son exploitation, sauf si ceux-ci ont l'intention de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle. Il incombe aux responsables de la cellule d'exécution de surveiller le processus d'information financière de l'Association.

5. Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Ouagadougou, le 15 décembre 2021

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le Cabinet ACS-Burkina

Hamadé OUEDRAOGO

Expert-Comptable Diplôme
Commissaire aux comptes
Inscrit au Tableau de l'Ordre
National des Experts Comptables
et des Comptables Agréés du Burkina Faso

Administrateur Directeur Général



**SITUATION FINANCIERE
DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2016**

SITUATION FINANCIERE GLOBALE RAME DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2016

EMPLOIS			RESSOURCES		
Code	Libellé	Montant	Code	Libellé	Montant
	EMPLOIS PAR PROJETS	450 275 520		RESSOURCES PAR PROJETS	5 586 267
	DEPENSES 2016	450 275 520		TRESORERIE AU 31/12/2015	5 586 267
				SUBVENTION / RECETTES DE LA PERIODE	456 166 304
	TRESORERIE AU 31/12/2016			SUBVENTION D'INVESTISSEMENT	3 764 500
	BANQUE	78 156 011		AUTRES SUBVENTION	21 732 171
	CAISSE	78 079 479		SUBVENTION D'EXPLOITATION	430 669 633
	CREANCES	76 532		DETTES	
		236 477 500			303 156 460
	TOTAL GENERAL EMPLOIS	764 909 031		TOTAL GENERAL RESSOURCES	764 909 031

Ouagadougou, le 23 Décembre 2021

SITUATION FINANCIERE GLOBALE RAME DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2016

EMPLOIS			RESSOURCES		
Code	Libellé	Montant	Code	Libellé	Montant
1	EMPLOIS PAR PROJETS		6	RESSOURCES PAR PROJETS	
11	DEPENSES 2016	450 275 520	60	TRESORERIE AU 31/12/2015	5 586 267
	Dépenses FEI	174 249 644		Solde Banque	5 501 180
	Dépenses GIZ	25 758 193		Solde Caisse	85 087
	Dépenses CNLS	4 862 056	61	SUBVENTIONS / RECETTES DE LA PERIODE	456 166 304
	Dépenses FM	0		Subventions d'investissement	3 764 500
	Dépenses Fonds Propres	18 405 887		Subvention SIDACTION	0
	Dépenses SIDACTION	0		Subvention PLAN/FM	3 764 500
	Dépenses PAMAC	0		Subvention PLAN/MILDA	0
	Dépenses PLATEFORME-FM	226 999 740		Subvention FM CICDoc	0
	Dépenses CSU-ACS/R4D	0		Subvention PPS	0
	Dépenses SUIVI GRATUITE DES SOINS	0		Subvention PAMAC	0
	Dépenses FIR (PGEPC)	0		Subvention SP/CNLS	0
	Dépenses ICASO	0		Subvention FEI OCASS	0
	Dépenses HEWLETT FUNDATION	0		Subvention GIZ-PLAIDOYER	0
	Dépenses CIC DOC FM	0		Subvention GIZ-APPUI TECHNIQUE	0
	Dépenses CNOSC	0		Subvention PRF NFM	0
	Dépenses PRF III	0		Subvention ACS CSU	0
2	TRESORERIE AU 31/12/2016	78 156 011		Subvention HEWLETT / DIAKONIA	0
21	BANQUE	78 079 479		Subvention HP+	0
	BOA n°001250140001 34 - Fonds propres RAME	6 382 064		Subvention SPONG	0
	BOA n°001250140038 70 - Sidaction	5 978		Subventions d'exploitation	430 669 633
	BOA n°001250140026 09 - PAMAC	19 586		Subvention SIDACTION	0
	BOA n°001250140065 36 - FEI	37 985 633		Subvention PLAN/FM	226 999 740
	BOA n°001250140077 97 - GIZ PALIDOYER	1 854 907		Subvention PLAN/MILDA	0
	BOA n°001250140089 61 - GIZ AT	19 388 360		Subvention FM CICDoc	0
	BOA n°001250140160 42 - RAME ACS CSU	0		Subvention PPS	0
	BOA n°001250140197 28 - RAME HELWETT	0		Subvention PAMAC	0
	UBA n°426100000168 49 - RAME (CICDoc)	0		Subvention SP/CNLS	0
	MICROFI SA n°003206 - RAME (Gratuité des soins)	0		Subvention FEI OCASS	4 862 056
	CBI n°003050024102 - 09 Fonds Mondial	-4 446		Subvention GIZ-PLAIDOYER	173 049 644
					0

Code	Libellé	Montant	Code	Libellé	Montant
	CBI n°003050024101 - 09 Plaidoyer Sud	-421 412		Subvention GIZ-APPUI TECHNIQUE	25 758 193
	ECOBANK n°101180401017 - Consortium	0		Subvention PRF NFM	0
	SGBF n°14650300801-74 MILDA	0		Subvention ACS CSU	0
	BOA n°001250140092 52 - PRF/FM	10 368 809		Subvention HEWLETT / DIAKONIA	0
	BOA n°001250140200 19 - PRF/FM NFM3	0		Subvention HP+	0
	BOA n°001250140040 14 - SP CNLS	2 500 000		Subvention SPONG	0
22	CAISSE	76 532		Autres subventions / Recettes	21 732 171
	Caisse Fonds Propres	1 207		Autres subventions	0
	Caisse FEI	74 550		Produits Accessoires	0
	Caisse MEILUP	0		Autres produits (Autres ressources)	21 732 171
	Caisse SP/CNLS	775 63		DETTES	303 156 460
	Caisse SIDACTION	0		Fournisseurs, dettes en compte	0
	Caisse PAMAC	0		Dettes sociales	5 723 654
	Caisse PPS	0		Dettes fiscales	5 865 895
	Caisse PRF/FM Phase 2	0		Organismes internationaux	0
	Caisse PRF/FM Phase 3 (NFM3)	0		Créditeurs divers	0
23	CREANCES	236 477 500		Charges constatées d'avance	0
	Fournisseurs, avances & acomptes versés	0		Autres dettes diverses	291 566 911
	Personnel débiteur	36 225			
	Organismes sociaux débiteurs	0			
	Etat & collectivités publiques débiteurs	0			
	Organismes internationaux débiteurs	230 355 507			
	Débiteurs divers	6 085 768			
TOTAL GENERAL EMPLOIS		764 909 031	TOTAL GENERAL RESSOURCES		764 909 031

Ouagadougou, le 23 Décembre 2021